

**14 avril 2005**

## **Pour une grève générale publique-privée tous et toutes ensemble cet automne**



Pour une troisième fois en moins de deux ans, le mouvement social québécois a raté le train de la grève générale. Si trois batailles n'ont pas aboutis dans cette guerre de classe, la guerre est loin d'être perdue parce que les gros bataillons syndicaux n'ont pas encore été sérieusement engagés même si les bataillons auxiliaires, écologiste et étudiant, s'en sortent amochés et divisés suite aux manœuvres des gouvernements québécois et canadien. Une inconnue reste l'attitude du mouvement des femmes, et du mouvement populaire qui lui est très lié. Cependant, ces trois tentatives, de par les leçons que l'on peut en tirer, ont fait mûrir la conscience de la nécessité d'une grève générale publique-privée tous et toutes ensemble.

Le 11 décembre 2003, après un automne de mobilisation en crescendo, la base syndicale appuyée par le mouvement populaire, malgré le freinage de la direction de la FTQ, est sortie en force bloquant le port de Montréal et certaines routes nationales. Si les directions syndicales l'avaient voulu, la colère contre les lois scélérates imposées par le bâillon que le PQ n'a pas boycotté étant telle, il aurait été tout à fait possible de passer en mode grève générale dès décembre sinon en janvier 2004. Pour préserver la paix sociale, les directions syndicales ont préféré calmer le jeu en étendant sur plusieurs mois une procédure de votes formels tout en se servant de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 2004 comme exutoire et non comme un marche-pied.

L'occupation audacieuse des travailleurs de l'ALCAN en février 2004, appuyée activement par leurs camarades et par presque toute la population régionale, n'a pas été encouragée par les directions syndicales concernées qui ont plutôt poussé au compromis. Un autre feu s'est éteint, qui aurait pu embraser toute la plaine si l'ensemble du mouvement syndical et populaire s'était mobilisé, encouragé et guidé par ses hautes directions, au nom de la création d'emplois, du développement régional et, *last but not the least*, de la nationalisation des installations hydro-électriques de l'ALCAN. Cela aurait pu être alors la revendication alternative qui aurait pu unir et mobiliser tout le mouvement syndical et populaire.

La grève étudiante de mars-avril 2005, la plus importante qu'ait jamais connu le Québec, a été possible d'abord parce que la direction de la gauche étudiante a su mettre en sourdine son sectarisme alors que la base étudiante, constatant dans son portefeuille la quasi-disparition des bourses, encouragé par la grande impopularité du gouvernement Libéral et par les velléités de riposte syndicale, ont botté le cul des directions modérées qui ont dû accepter la grève. Reste que le plafonnement de la mobilisation, le plein d'étudiants ayant été presque fait, dû à l'absence de relais

syndical a permis aux directions modérées de reprendre l'initiative tout en écartant la direction de gauche. En a résulté une solution en deçà du minimum défensif qui faisait consensus et surtout un mouvement qui reste divisé.

## **Apprendre de ces premiers affrontements**

Quelques leçons peuvent être tirées de ces trois luttes qui, espérons-le, ne sont que des préliminaires.

La plus évidente est que bien que l'*ennemi* soit le gouvernement Libéral du Québec, secouru allègrement par le grand frère fédéral ce qu'a parfaitement démontré le règlement étudiant, et derrière lequel se cache le PQ trop heureux de cette mise à niveau qu'il ne sera pas obligé de faire, l'*obstacle* majeur à surmonter pour vaincre l'ennemi sont les directions syndicales que ne contestent pas ni les directions intermédiaires et populaires ni une opposition syndicale moindrement organisée. La stratégie de celles-ci est fort simple : résister sans compromettre la paix sociale, c'est-à-dire sans remettre en question ni le néolibéralisme ni les institutions et attendre de remettre le PQ en selle en 2007 ou 2008 en escomptant de sa part le retour au concertationnisme et une vague politique sociale-libérale qu'il n'a pas eue de 1994 à 2003.

Une deuxième leçon : la nécessité d'une poignée de revendications, sinon d'une seule, simples, précises, immédiatement compréhensibles et irrécupérables. Ce fut le rappel des lois scélérates, la préservation des emplois par l'ALCAN et la nationalisation de ses installations hydroélectriques, l'annulation des 103 millions \$ de coupures en bourses d'étude. À une exception près, cependant, le rapport de forces initial n'a pas permis l'élaboration de revendications offensives et encore moins d'un corps de revendications globales remettant en question l'ensemble des politiques néolibérales.

Une troisième leçon : la mobilisation a été le fait d'assemblées et d'actions directes à la base. Ce sont des assemblées générales étudiantes qui ont voté et reconduits la grève mais ce sont les directions centralisatrices et concertationnistes qui ont décidé sa fin imposant une situation de fait aux assemblées de base. De plus, ces directions n'ont jamais permis la tenue de grandes assemblées nationales rassemblant les délégations de toutes les assemblées générales, confortées dans cette attitude, il est vrai, par un zeste sectaire de la gauche étudiante. Seule la gauche étudiante a organisé des assemblées nationales de délégués. Quant au 11 décembre 2003, ce fut la fête de l'action directe que les directions ont dû accommoder vaille que vaille. En ce qui concerne l'occupation de l'ALCAN, ce fut par définition une assemblée générale permanente combinée à une action directe dont le sens profond était anti-capitaliste.

Il faudrait ajouter une quatrième leçon qui provient non pas de défaites ou semi défaites mais de la nette victoire empêchant la construction de la centrale thermique du Suroît. Si une seule manifestation de quelques milliers de personnes a suffi à faire reculer le gouvernement c'est, bien sûr, que ce recul compromettait à peine la politique énergétique du Québec et encore moins ses politiques néolibérales — au contraire, le tournant vers l'éolien permettra davantage de PPP sans compter un prix

plus stable et meilleur marché — mais aussi que tout dossier écologiste a un fort potentiel de révolte. Il faut donc viser des revendications qui ratissent larges au niveau de la sensibilité populaire.

## **Pourquoi une grève générale ?**

Une cinquième leçon provient, elle, d'un constat du rapport de forces politico-social dans à peu près tous les pays impérialistes. Les gouvernements de ces pays, tout comme le gouvernement Charest, « *maintiennent le cap* » quitte à sacrifier, s'il le faut, leur ré-election pour cause d'impopularité. En effet, la concurrence inter-impérialiste est à ce point intense pour attirer (ou laisser partir) les investissements internationaux des transnationales financières et industrielles que tous les gouvernements se voient contraints à s'ajuster à la norme salariale et fiscale étasunienne à moins d'être en mesure de justifier une fiscalité plus lourde et des salaires plus élevés par un surcroît de croissance de la productivité. Faut-il ajouter que cette « loi » sociale néolibérale est vraie quelque soit la couleur politique du parti au pouvoir.

En résulte que l'arrêt des politiques néolibérales — nécessaire moment défensif avant toute contre-offensive — ne peut se faire que par une mobilisation de grande ampleur et prolongée de toutes les forces sociales au cœur de laquelle on retrouve, tel que démontrée par l'histoire des luttes prolétariennes, la grève générale. La dynamique française en témoigne. On peut même faire l'hypothèse que ces mobilisations nationales devront être à ce point marquantes pour qu'à brève échéance elles se canadianisent (ou s'eupéanisent) puis s'internationalisent. Pour casser la force des multinationales, on ne fera pas l'économie de frapper la bourgeoisie en plein cœur en arrêtant la machine à profit que ce soit au niveau tant de la production et de la commercialisation, surtout du ressort du privé, que de la reproduction de la force de travail, surtout du ressort du secteur public.

Qu'on y arrive par secteurs, par régions, par étapes, par d'abord des rassemblements préliminaires, par des grèves limitées dans le temps, cela va de soi. Il faut acquérir confiance et expérience. Des grands rassemblements des 14 avril, 1<sup>er</sup> mai et 24 juin, et peut-être davantage les grèves sectorielles prévues dans les secteurs de l'éducation et de la fonction publique, peuvent certainement être des marches dans l'escalier menant à la grève générale publique-privée tous et toutes ensemble à l'automne. Ne serait-il pas d'ailleurs possible que ces grèves soient le plus multi-sectorielles possible en commençant par celle du 6 mai ? Cependant, ils peuvent être aussi des exutoires cul-de-sac s'ils ne se font pas dans la perspective de la grève générale explicitement exprimée. On ne fera pas, en effet, l'économie d'une explication argumentée sur la nécessité d'une grève générale.

La possibilité et le succès d'une grève générale, si l'on tire bien les leçons des échecs de la lutte anti-PLQ jusqu'ici, dépendent de la capacité de l'ensemble du mouvement social à construire par une démocratie participative à la base, imposée aux directions syndicales qui lui préfèrent un Réseau Vigilance contrôlé par en haut, un noyau de revendications concrètes. Nul doute qu'une suite de grandes manifestations et grèves sectorielles réussies d'ici les vacances d'été créerait les conditions d'États généraux du mouvement social tôt cet automne qui élaborerait ce

noyau de revendications tout en créant le cadre organisationnel basiste nécessaire au succès d'une grève générale.

### **Pourquoi viser l'automne ?**

L'automne apparaît un moment propice parce que ce sera la fin du maraudage dans le secteur de la santé imposé par la restructuration due à loi 30, maraudage qu'ont accepté les directions syndicales. Parce que tous les secteurs publics et parapublics auront été sans convention collective depuis plus de deux ans. On peut penser qu'il ne sera pas possible de régler ce printemps-ci dans le secteur de l'éducation ni même de la fonction publique tellement l'offre gouvernementale est inacceptable, ce qui amènera tout les secteurs à se retrouver cet automne. Que les directions syndicales le désirent ou non, l'heure de la vérité aura sonné. On pourra peut-être encore une fois tout retarder au printemps 2006 mais difficilement plus car plus on retarde plus on accroît les chances que le gel de facto des salaires et des conditions de travail se transforment en gel de jure pour les premières années de la convention collective, ce que d'ailleurs a annoncé le gouvernement Charest.

Pourquoi d'ailleurs la direction de la CSQ et celles des fonctionnaires tentent-elles de scinder les négociations entre printemps et automne alors que c'est précisément ce que recherche le gouvernement, qui en plus impose des tables régionales s'ajoutant aux tables centrales, et alors que l'acquis historique des Fronts communs plaident pour l'unité ? On ne peut qu'invoquer la tendance au corporatisme soit de syndicats de professionnels ou de semi professionnels soit de syndicats indépendants. Ceux-ci sont réticents à attacher leur sort aux employés généraux de la santé dont on sent qu'elles — ce sont en grande majorité des femmes — sont les premières dans la ligne de mire des PPP comme on l'a vu l'année dernière en Colombie britannique et à Terre-Neuve où de très durs reculs leur furent imposés suite à des grèves combatives trahies par les directions syndicales. On perçoit d'ailleurs cette combativité à la base car les deux premières rondes de restructuration du secteur de la santé et des services sociaux ont donné un léger avantage à la CSN dans tous les quatre sous-secteurs, la CSN étant perçue comme la plus combative et la plus unificatrice des centrales.

Ceci dit, le contraire est aussi possible dans les secteurs de l'éducation et de la fonction publique. La morosité renforçant le corporatisme, les syndicats de ces secteurs pourraient être tentés par un règlement à rabais en autant que le gouvernement québécois soit venu à la conclusion que vaut mieux faire quelques concessions maintenant, particulièrement salarial, que d'avoir affaire à un Front commun de facto cet automne. C'est sans doute le pari de la CSQ. Un tel règlement suppose, toutefois, soit un autre coup de pouce budgétaire du grand frère fédéral et/ou un renoncement au moins partiel aux baisses d'impôt ou même peut-être un déficit. Ces deux dernières options, toutefois, ne pourraient être comprises que comme un recul politique du PLQ si ce n'est l'annonce d'une défaite stratégique à moins qu'il ne compte écraser des syndicats de la santé isolés cet automne comme les gouvernements de Colombie britannique et de Terre-Neuve ont réussi à le faire.

Il faut plutôt s'attendre à la poursuite de l'entêtement de ce gouvernement à niveler impôts et dépenses budgétaires à la norme canadienne, qui elle-même tend vers la

norme étasunienne, ce qui laisse présager une absence tant de marge de manœuvre que de souplesse tactique pour neutraliser temporairement les autres mouvements sociaux. Le prochain budget, déjà très retardé, s'annonce en effet corsé... à moins que le gouvernement québécois, constatant les ouvertures fédérales envers la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve, et peut-être l'Ontario, se soit donné le temps de négocier une rallonge et non seulement de résoudre le casse-tête des coupures. Il est donc possible que la contre-réforme de l'assistance sociale reprenne de plus belle, que la politique annoncée de conciliation famille-travail et les coupures prévues dans le réseau de garderies, sans compter le chantage équité versus augmentation salariale, poussent à bout le mouvement des femmes.

Rien ne dit non plus que la présente accalmie par rapport à l'insatisfaction vis-à-vis le réseau de la santé ne se soit pas transformée en colère quand on aura constaté que la priorité donnée aux deux centres universitaires montréalais se fait au détriment du restant du réseau dans un contexte de gel des dépenses réels par habitant. Rien ne dit non plus que le mouvement étudiant n'aura pas rechargé ses batteries et pansé ses plaies d'autant plus qu'aucun réinvestissement significatif n'est attendu pour ce secteur. Le gouvernement ira-t-il jusqu'à tenter un dégel des frais de scolarité dès l'automne 2005 tellement est fort l'impératif des baisses d'impôt ? C'est peu probable. Côté secteur privé, la saga de la syndicalisation de Wall-Mart pourrait aussi connaître un autre goulot d'étranglement.

La possibilité conjoncturelle d'une grève générale à l'automne, pour ne pas dire sa nécessité, s'insère dans une résurgence de la crise politique canadienne. Cette crise non seulement créera une nouvelle donne dans laquelle s'insérerait une grève générale mais surtout sa dynamique et son dénouement sont fonctions d'un tel développement de la lutte de classe. Comme toute dynamique de grève générale pose à terme la question du pouvoir étatique, on ne peut faire l'économie d'une compréhension du contexte politique canado-québécois.

### **Une nouvelle donne canadienne pour mater la riposte sociale**

Si les possibilités objectives pour une grève générale s'enlignent pour l'automne, tel n'est pas le cas pour les facteurs subjectifs. On l'a dit, les directions syndicales et populaires ne veulent pas ébranler les institutions, même pas le régime de l'alternance entre le PLQ et le PQ. Elles voient ce dernier comme la seule solution réellement existante aux politiques néolibérales du PLQ. Il n'est même pas certain qu'elles soient en mesure d'envisager des élections précipitées pour lequel le PQ n'est pas prêt et auxquelles il ne sera pas prêt au mieux avant l'automne après son congrès de juin 2005. Ces directions ne dédaigneraient même pas des solutions corporatistes aux dépens des plus vulnérables... sauf la CSN, sans doute, dont le noyau dur est justement ce secteur le plus vulnérable des employés généraux de la santé.

La gauche péquiste souhaiterait toutefois un tel scénario car une telle dynamique ne pourrait que la décoincer du cul-de-sac dans lequel elle s'est fourrée. En effet, sans rupture avec la dynamique électoraliste actuelle, le PQ ne peut que donner la priorité à ratisser le vote de droite tellement la désaffection envers le PLQ va davantage à l'ADQ qu'au PQ comme le montre le dernier sondage de La Presse. Si, en plus, la

déconfiture des commandites précipite une élection fédérale, la voie sera pavée pour une résurgence nationaliste tant canadienne que québécoise dont, au Québec, le Bloc récoltera les fruits. Une nouvelle victoire bloquiste convaincante laisserait la voie libre au chef bloquiste pour nettoyer et régénérer le PQ en masquant par un visage de gauche un populisme nationaliste.

Un tel scénario nationaliste dévoierait la dynamique sociale québécoise, qui va clairement à gauche, tout en y marginalisant l'alternative politique de gauche. On peut même se demander si la bourgeoisie canadienne n'est pas en train de créer les conditions et de se convaincre elle-même que la dynamique nationaliste canado-québécoise, que dorénavant les grands médias canadiens enveniment en soulignant à double trait le scandale des commandites, n'est pas un inévitable pis-aller pour gérer les conflits sociaux que générera la dureté sans cesse croissante des politiques néolibérales. L'approfondissement du néolibéralisme est en effet une conséquence inéluctable d'une ALÉNA enrobée désormais d'une logique de sécurité nationale de plus en plus omniprésente, ce dont témoigne le récent rapport canado-étasunien des « sages » poussant vers une « intégration profonde » (*deep integration*) avec les ÉU.

Un signe précurseur d'un tel revirement, après l'entente « asymétrique » sur la santé avec le Québec et l'accord laborieux sur les congés parentaux, en a été les ententes sur la péréquation avec Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse qui questionnent le traditionnel centralisme fédéraliste propre au Libéralisme à la Trudeau dont le gouvernement Chrétien a été un zélé disciple, l'aura intellectuelle en moins. Un signe plus sérieux en est la conversion du gouvernement Libéral ontarien — un véritable chemin de Damas — à la doctrine du déficit fiscal et, encore plus, l'acquiescement du gouvernement fédéral à un dialogue sur cette base. Est-ce là une annonce d'une remise en question du consensus national datant de la Confédération où en retour d'une politique économique pan-canadienne bénéficiant à l'industrie ontarienne, l'Ontario consentait en retour à une minimale redistribution de la richesse vers les autres provinces ? On ne saurait, en tout cas, expliquer le début d'un tel virage stratégique par une simple question de gouvernement minoritaire, sauf comme prétexte.

En effet, l'ALÉNA a suffisamment miné l'axe économique Est-Ouest en faveur de l'axe Nord-Sud pour ébranler la base matérielle du grand consensus canadien. Désormais la dérive sécuritaire y ajoute une obligation de résultat politique. Reste à mettre sur pied un régime capable de l'implanter autrement que par la porte arrière tout en sauvant les apparences nationalistes canadiennes, comme renoncer au bouclier anti-missile, parce qu'il a perdu sa légitimité. Un régime « provincialiste » Conservateur-Bloc, digne successeur de la grande alliance de l'époque Mulroney, pourrait l'être en autant que le « monstre séparatiste » puisse être contenu. Ainsi, pense-t-on, le retour inévitable du PQ au pouvoir pourrait être récupéré parce que son indépendantisme démagogiquement proclamé n'a jamais été autre chose qu'un fédéralisme asymétrique sous couvert de « souveraineté-partenariat ».

Cette fois-ci, espère-t-on, pourrait être la bonne après l'échec retentissant du gouvernement Mulroney dans le cloaque des accords Meech dû à la remobilisation nationale du peuple québécois de 1987 à 1995. Reste que ce gouvernement avait eu le temps de semer les graines durables de l'ALÉNA et de la désindexation fiscale

qui ont ensuite permis la prééminence de l'axe économique Nord-Sud et la politique Libéral du déficit zéro qui ont tous deux enfoncé le clou de l'implantation du libre-échange au Canada. Il s'agit donc rien de moins que de consolider un nouveau régime politique pan-canadien basé sur la gestion contrôlée et décentralisée des antagonismes nationaux et régionaux pan-canadiens, qui se substituerait au centralisme fédéraliste, afin de d'intensifier une compétitivité fiscale, budgétaire et réglementaire facilitant l'implantation des politiques néolibérales et la *deep integration*.

### **Où est l'initiateur d'un mouvement vers la grève générale ?**

Comme on l'a vu, l'obstacle à la mise en branle d'une dynamique de grève générale est l'orientation politique de la grande majorité des directions syndicales et populaires. La division organisationnelle n'est qu'un corollaire commode qui permet de jouer à la patate chaude pour mystifier la galerie. Le refus de la FEUQ et de la FECQ d'intégrer la CASSÉE aux négociations avec le gouvernement n'avait rien d'organisationnel mais tout d'un refus politique. Il aurait fallu que les deux directions concertationnistes acceptent le principe d'assemblées générales à la base décisionnelles ce qui aurait au moins confirmé la récupération totale des 103 millions \$.

Qui lancera l'idée d'une grève générale publique-privée tous et toutes ensemble ? Car à moins d'être spontanéiste jusqu'à la moelle, il faut bien que quelque organisation quelque peu crédible lance l'idée tout comme l'ASSÉ l'avait fait pour le milieu étudiant. On souhaite que l'ASSÉ y vienne, en démontrant au moins dans son bilan la possibilité qu'il y aurait eu de donner un second souffle à la grève étudiante en la combinant avec une grève générale du secteur syndical de l'éducation. Reste que l'ASSÉ est une organisation minoritaire — même si elle est numériquement et politiquement significative — d'un secteur non central à la construction du rapport de forces global.

Reste la gauche politique dont un dirigeant de l'aile péquiste (Pierre Dubuc) et un commentateur médiatique de l'aile fédéraliste (Gil Courtemanche) avaient appelé à une jonction gréviste étudiant-syndical au plus fort de la grève étudiante. Cependant, on ne peut pas s'attendre à ce que ces deux ailes animent un débat sur la grève générale. Côté gauche péquiste, un tel débat provoquerait une crise au sein du PQ alors que SPQ-libre n'y est pas encore reconnu officiellement comme un « club » et que de toute façon ce groupe a choisi l'intégration tranquille en présentant une membre de sa direction à l'exécutif du PQ.

Côté gauche fédéraliste, sa tactique est plutôt celle de se rendre indispensable à travers une ONG multimillionnaire financée essentiellement par Ottawa, Alternatives. Celle-ci a ainsi les moyens et la crédibilité d'animer informellement l'internationalisme québécois, opposé subtilement au « nationalisme » québécois, et même d'encourager la substitution de la politique municipale, au nom du budget participatif, à la politique nationale... indépendantiste. Ainsi, cette ONG pas tout à fait comme les autres peut-elle agir comme un pôle de ralliement de la gauche anti et non-indépendantiste ou simplement mal à l'aise avec l'indépendance. Mais comme ce pôle fédéraliste n'est pas un parti, ce qui lui ferait perdre ses millions, elle doit

maintenir un profil bas ce qui lui permet en outre de manger à tous les râteliers. Pas question donc de prendre quelque initiative politique que ce soit sauf à pousser certaines tendances et à en contrer d'autres.

Reste la gauche politique indépendante, essentiellement l'UFP et Option citoyenne, qui est en processus de fusion prévu pour janvier 2006. Contrairement aux gauches péquiste et fédéraliste, elle s'est contentée d'appuyer la grève étudiante sans jamais suggérer la possibilité d'une grève d'ensemble du secteur de l'éducation. Pourtant l'assemblée générale nationale de l'UFP, appelé Conseil de l'Union, des 19 et 20 mars 2005 avait bien confirmé la « *campagne pour une grève unitaire de 24 heures contre les politiques anti-ouvrières et anti-sociales du gouvernement Charest* » dans la perspective d'une grève générale illimitée votée en septembre 2004 et voté que son contenu soit déterminé en fonction de la conjoncture dont la grève étudiante.

On note d'ailleurs que l'exécutif national de l'UFP, depuis septembre 2004, a systématiquement et antidémocratiquement refusé d'appliquer toutes les propositions de campagnes politiques votées par les Conseils de l'Union, même les campagnes dont il était à l'initiative dont celle sur l'Assemblée Constituante et celle dont le thème est « *Pour la défense des services publics et des droits sociaux, Agissons maintenant, descendons dans la rue* » au point que nulle mention n'en a été faite sur son site Internet. On ne peut pas expliquer un tel comportement systématique par le débordement de travail. Il s'agit d'une conception politique de ce qu'est un parti de gauche qui n'est pas partagé, du moins en grande partie, par la base de l'UFP.

La clef du mystère en est donné par le texte conjoint UFP/OC publié dans Le Devoir du 14 avril à l'occasion du deuxième anniversaire de l'accession au pouvoir du gouvernement Charest. On y trouve une critique convaincante du caractère droitiste non seulement du PLQ mais aussi du PQ et un appel à choisir le futur parti de la gauche unifiée qui appliquera une politique de réforme fiscale et de promotion des services publics. Nulle mention n'est faite, cependant, des enjeux internationaux dont ceux cruciaux du libre-échange et de la guerre, ce qui est étonnant de la part d'un parti né dans le contexte de la mobilisation contre le Sommet des Amériques en 2001 et qui se prétend altermondialiste. Pense-t-on vraiment imposer à la bourgeoisie un tournant fiscal et budgétaire sans remettre en cause l'ALÉNA et l'anti-terrorisme ?

Plus surprenant encore est le silence à propos de la question nationale alors que pourtant le bilan du gouvernement Charest n'est pas que socio-économique. À quoi sert de critiquer fort à propos la politique sociale du PQ si on lui laisse le monopole du discours indépendantiste ? Se taire sur la question nationale c'est acquiescer au statu quo alors que le scandale des commandites met à nu l'effondrement du trudeauisme et de son alter ego, le souverainisme trait d'union. On aura compris que l'UFP s'est moulé au fédéralisme par défaut d'Option citoyenne comme d'ailleurs il a renoncé à toute sa plate-forme politique pour l'unité à tout prix sauf, dit-il, l'indépendance.

Que propose l'UFP/OC comme alternative au PLQ et au PQ ? Alors que la conjoncture pose la possibilité d'un mouvement de masse contre le gouvernement Charest qui pourrait aller jusqu'à remettre en question les fondements de ce

gouvernement, le texte conjoint ne fait aucune proposition de mobilisation ignorant superbement les résolutions du Conseil de l'Union appelant à une grève générale d'au moins 24 heures ou à tout le moins à descendre dans la rue dès maintenant. Il ne suffit pas de prédire une « *joyeuse tempête* » comme si on était spectateur de la scène politique. Pour qu'aboutisse un mouvement social de grande ampleur, il faut un groupe initiateur, éducateur, organisateur. Encore une fois, au nom de l'unité à tout prix, l'UFP s'est moulé à Option citoyenne. La gauche indépendante s'esquive. Quelle alternative reste-il ? En creux, voter UFP/OC aux prochaines élections.

L'UFP/OC propose au peuple québécois une plate alternance électoraliste québéco-québécoise fédéraliste. Reste, nous dira-t-on, la politique sociale de gauche. Pense-t-on vraiment renverser le cours des politiques néolibérales par un simple vote à gauche sans rupture avec le fédéralisme, sans mobilisations massives ? Il faut regarder en face le bilan lamentable du PT brésilien à cet égard. À l'inverse, pense-t-on qu'il est possible d'obtenir un significatif vote de gauche sans volonté de rupture avec la perpétuelle humiliation fédéraliste, sans significatives victoires dans la rue ou au moins sans grandes mobilisations sociales ?

L'expression de plus en plus oubliée de « parti de la rue, parti des urnes » n'est pas une panacée ou même une possibilité pour un parti de gauche. Elle est une nécessité. Et elle est autre chose qu'une présence aux manifestations doublée d'un appui aux luttes à moins de vouloir réduire le parti à un comité d'appui aux luttes sociales. Pour un parti de gauche, être un parti de la rue signifie prendre l'initiative politique dans la conjoncture des luttes sociales sous forme de campagnes politiques mobilisant tous les militants et militantes du parti.

Sans la dimension « parti de la rue », ou bien le parti restera dans les limbes ou bien, une fois qu'il aura convaincu la droite de son utilité politique pour contrôler la colère populaire, il pourrait devenir un autre parti de l'alternance qui une fois au pouvoir appliquera une politique de droite, comme le fait le PT et le fera le *Frente amplio* d'Uruguay sans oublier tous les partis sociaux-démocrates, du PS français au NPD canadien. Il semble que le futur parti unifié veuille devenir non pas le parti du peuple travailleur mais celui des concertationnistes directions syndicales, un parti « néolibéral à visage humain » souverainiste-s'il-le-faut, un NPD nationaliste québécois.

### **Un pôle anticapitaliste pour animer un mouvement vers la grève générale**

Y a-t-il quelqu'un dans la salle qui soit prêt à animer un mouvement pour une grève générale publique-privée tous et toutes ensemble ? On ne peut pas compter sur les directions syndicales. On ne peut pas compter sur une gauche syndicale inorganisée qui de toute façon refuse de critiquer publiquement les directions syndicales et dont les membres sont plus préoccupés de leurs positions, réseaux ou carrières. On ne peut pas compter sur la grande majorité des directions populaires, sauf peut-être l'ASSÉ, à la remorque des directions syndicales dans le Réseau Vigilance. On ne peut pas compter non plus sur la gauche politique, toutes tendances confondues, qui cherchent tous la caution des directions syndicales.

La base, dont la partie syndicale a pourtant majoritairement voté une grève générale de 24 heures et dont la partie étudiante l'a déclenchée et espérée son extension, est orpheline d'une direction politique et organisatrice. Sur l'écran radar, sauf erreur, ne reste plus que le pôle anticapitaliste plus ou moins organisé au sein de l'UFP qui de peine et de misère a réussi à faire accepter sur papier par l'assemblée générale de l'UFP le principe d'une campagne pour une grève générale. Cependant, le boycott antidémocratique de cette campagne par l'exécutif de l'UFP, sans qu'il ait à en payer le prix, crée pour l'instant un sérieux obstacle à sa mise en œuvre.

La planche de salut reste l'investissement militant du comité syndical/populaire reconnu par le Conseil de l'Union de l'UFP et sa prise en charge de la campagne. Minimale, il serait possible de produire une littérature de base diffusable lors des manifestations et sur les nombreuses lignes de piquetage qui s'annoncent. On pense aussi à l'organisation d'assemblées publiques et, à terme, de comités de base promouvant la nécessité d'une grève générale. La perspective d'une grève générale ne se fait pas dans le vide programmatique et le noyau de revendications qui ralliera la majorité doit dépasser les préoccupations sectorielles si légitimes soient-elles. Il faut parler ici d'une plate-forme d'urgence sociale dont le contenu serait déterminé par un processus d'assemblées générales sectorielles et territoriales culminant vers des États généraux du mouvement social. Il revient cependant aux animateurs de ce mouvement de lancer des pistes programmatiques et des ébauches de plans d'action.

Comme plan d'action, on l'a déjà dit, on pense à une escalade déjà commencée de grèves partielles et sectorielles avec grandes manifestations doublée toutefois d'un processus de bas en haut menant à des États généraux. Le processus menant à une grève générale doit être de plus en plus conscient autrement tous les secteurs iront dans le marais ou à l'abattoir un à un, le tout se terminant dans l'amertume et la division. Pour la plate-forme d'urgence sociale, on pense d'abord à des « non » généraux bien sentis comme un « Non à toute forme de privatisation dont les PPP » et « Non aux baisses d'impôt ». Comme revendication rassemblant les multiples demandes de réinvestissement social tant dans la santé, l'éducation, les garderies, le logement social, le soutien du revenu, l'environnement, on pense à la revendication d'un « Réinvestissement immédiat de 10 milliards \$ dans les services publics et les programmes sociaux ».

Comme mesures spécifiques portant sur la santé et l'éducation, on pense à « Gratuité des médicaments et des soins dentaires et oculaires » et à « Gratuité scolaire à tous les niveaux et abolition des frais afférents ». Comme mesures anti-pauvreté, on pense à un « Salaire minimum indexé de 12 \$ l'heure », à un « Revenu minimum garanti indexé de 1 000 \$ par mois » et à la « Construction de 8 000 logements sociaux par année ». Comme revendications écologiques, on pense « Non à l'autoroute 25 » et à « Priorité à l'efficacité énergétique et au transport public ». Comme revendication féministe, on pense à « Non au changement de statut du CSF », « Règlement hors convention collective de l'équité salariale » et « Mise en œuvre des cinq revendications québécoises de la Charte mondiale des femmes ». Comme revendication pour l'emploi, on pense à « Interdiction des licenciements et fermetures par des entreprises rentables » et « Fonds d'indemnisation des fermetures financé par les entreprises ».

L'animation d'un tel mouvement par la gauche politique indépendante, même en cas de réussite très partielle, lui vaudrait un succès d'estime qui débloquerait le cercle vicieux de l'alternance vers une alternative de gauche crédible. Pour le parti unifié proprement dit, cette démarche romprait le cul-de-sac électoraliste social-libéral dans lequel est actuellement enfermé le processus d'unification entre l'UFP et OC. Car sans crédibilité construite dans les luttes sociales, la seule façon de se construire une audience est de compter sur la condescendance des monopoles médiatiques qui ne l'accordent qu'aux partis acceptant le cadre néolibéral et antiterroriste.

Marc Bonhomme, 14 avril 2005